

SOCIETE REDAL S.A

APPEL D'OFFRES

AO N° 14/2022/OE

**VERIFICATION METROLOGIQUE DES COPMTEURS ET DES IRREGULARITES DES BRANCHEMENTS D'EAU ET
D'ELECTRICITE**

PIECE N°3

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P

NB: Le présent cahier de charges, visé par le soumissionnaire doit accompagner l'offre

S O M M A I R E

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :	3
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DU PRESTATAIRE :	3
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DE REDAL :	4
ARTICLE 4 - PERIMETRE D'EXECUTION DE LA PRESTATION :	5
ARTICLE 5 - DEMARRAGE DES PRESTATIONS :	5
ARTICLE 6 - PROCEDURE DE CONTROLE DES POINTS DE COMPTAGE :	5
ARTICLE 7 - HABILITATION DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE :	8
ARTICLE 8 - SUIVI DU CONTRAT ET REPORTING :	9
ARTICLE 9 - VOLUMETRIE DE PRESTATION :	9
ARTICLE 10 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE :	9
ARTICLE 11 - NORMES ET SPECIFICATIONS :	9
ARTICLE 12 - RESPONSABILITE CIVILE :	10
ARTICLE 13 – TERMINOLOGIE :	10
ARTICLE 14 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL :	10
ARTICLE 15 – REMUNERATION DE LA PRESTATION :	11
ARTICLE 16– PENALITES:	11
ARTICLE 17- ATTACHEMENT ET FACTURE :	12
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE REGLEMENT :	12
ANNEXE 1 : FICHE DE CONTROLE PDC	1
ANNEXE 2 : MATERIELS ET OUTILLAGE	1

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

Le présent appel d'offres a pour objet la vérification métrologique des compteurs et le contrôle des branchements dans les réseaux de distribution d'eau et d'électricité de Redal.

Pour les points de comptage ciblés, les prestations réalisées devront permettre :

1/ Au niveau du branchement : de détecter les fraudes et les anomalies des branchements directs qui affectent le rendement du réseau, ainsi que les boîtes de distribution et de coupure, les niches, les nourrices et au niveau des bouches à clés et des bouches d'incendie.

2/ Au niveau du compteur : de détecter à travers la vérification métrologique du compteur les éventuelles fraudes ou anomalies suite aux manipulations ainsi que les anomalies de fonctionnement possibles, qui affectent le rendement réseau.

3/ Au niveau du disjoncteur : de vérifier la conformité aux normes en vigueur au Maroc et le respect de la puissance contractuelle souscrite à l'abonnement.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DU PRESTATAIRE :

2.1 : MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE

2.1.1 Agents du Prestataire :

Le Prestataire devra être un spécialiste dans le domaine objet du présent Appel d'offres et à ce titre dispose d'une expérience confirmée et d'une méthodologie efficace dans l'exécution de la prestation.

Dans le cadre de ses interventions, le Prestataire s'interdit tout recours à des moyens contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou contraire à la déontologie de la profession et d'une manière générale, à tout acte de nature à porter atteinte à la notoriété de Redal ou du service public de distribution d'eau et d'électricité délégué à Redal.

Le Prestataire mettra en œuvre constamment 10 équipes de 2 agents expérimentés d'au moins 2 ans sans interruption (un responsable et un adjoint), les 2 agents avec l'habilitation TST, seront appelés au besoin, d'exécuter des coupures depuis les lignes aériennes. Chaque équipe sera autonome et munie de son propre véhicule en bon état de fonctionnement (tout véhicule vétuste sera écarté au même titre que l'agent le conduisant); ainsi que du matériel d'intervention nécessaire (Annexe -1), tant sur l'aspect sécurité, que sur l'aspect mesurage et contrôle. Ce nombre d'équipes est communiqué à titre indicatif, et Redal se réserve le droit de demander sa variation en fonction du besoin. Cette demande sera formalisée par Redal par écrit, et le prestataire prendra les dispositions nécessaires pour satisfaire cette demande.

Le Prestataire n'est pas autorisé à sous-traiter les prestations qui lui seront confiées.

2.1.2. Supervision du Prestataire :

La mise en œuvre et la réalisation des interventions seront supervisées par un responsable technique dédié totalement au projet (Responsable des visites sur chantiers, Annexe-1 Fiche de visite sur chantiers),

moyennant un rapport hebdomadaire sur l'activité de chaque équipe, ainsi que les méthodes et les moyens susceptibles d'améliorer le rendement.

Il est opportun de signaler que toute équipe ayant un rendement médiocre (3 jours/semaine sans constatations d'irrégularité), serait systématiquement écartée et le prestataire serait appelé à la remplacer.

A noter que toute irrégularité déjà constatée 6 mois au préalable (cas de récurrence), ne fera pas l'objet de rémunération et ne sera pas prise en compte dans le rendement de l'équipe.

2.1.3 : Coordination Redal / Prestataire :

Le Prestataire nommera un interlocuteur avec Redal pour l'exécution du présent Appel d'Offres.

2.1.4 : CONFIDENTIALITÉ :

Le prestataire doit maintenir toutes les données de Redal, documents et procédures objet du présent marché, confidentielles que ce soit les versions définitives ou intermédiaires.

Au cours de l'évolution de l'exécution des prestations à sa charge, le prestataire aura accès aux informations sur les clients, telles que les données commerciales.

Le prestataire s'engage à maintenir ces informations et les résultats de ses prestations, notamment les données des fraudes détectées par ses soins, confidentielles au cours et après l'achèvement du marché et ne pourra prétendre à aucun droit sur ces données.

2.2 MOYENS MATERIELS MIS EN ŒUVRE :

Les personnes intervenantes doivent être dotées de matériel et outillage homologués et normalisés (Annexe - 1 Fiche de contrôle de matériel). Le responsable technique dédié au projet, devra communiquer à Redal, un état technique mensuel, du matériel et outillage de chaque équipe du prestataire.

Le Prestataire fournira la liste du matériel de sécurité et d'outillage adéquats pour les travaux sous tension. A noter que les agents du prestataire devront se présenter au bureau de la section « Détection et relevé des anomalies », avec habillement propre et bien entretenu, et devront être dotés de leur chaussures de sécurité.

Le prestataire devra doter ses agents de badge indiquant visiblement les références de l'agent, le logo du prestataire et les références du Marché Redal en cours.

L'annexe 2 décrit le détail des moyens de mesure de contrôle et d'étalonnage par équipe, permettant de mener à bien l'ensemble de la prestation de service objet du présent Appel d'Offres.

Le Prestataire devra disposer pour ses équipes de ses propres moyens de communication et de transport (des VL à 3 sièges).

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS A LA CHARGE DE REDAL :

3.1 MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE :

Redal mettra à la disposition du Prestataire le nombre d'agents permettant d'assurer la réalisation des missions sur site. L'agent sera pris en charge au Siège de Redal par le Prestataire et reconduit quotidiennement en fin de mission.

L'agent mis à la disposition du Prestataire sera un agent assermenté, et se chargera de la localisation des branchements et des compteurs ayant fait l'objet de contrôle. Ce dernier établira un procès-verbal d'irrégularité en cas de fraude avérée, en présence du Client ou de l'un de ses représentants.

Redal assurera la fourniture des informations relatives à la localisation des branchements et des points de comptage à contrôler en nombre suffisant.

ARTICLE 4 - PERIMETRE D'EXECUTION DE LA PRESTATION :

Le Prestataire interviendra dans tout le périmètre desservi par Redal.

En général, Redal est organisée en 3 zones (Direction d'exploitation) :

- Témara : regroupe les Clients dépendant des agences Témara, Skhirat, Massira, Harhoura et Bouznika.
- Rabat : regroupe les Clients dépendant des agences Amal, El Fath, Océan, Hassan, Agdal, Riad, Youssoufia, Nahda et Takaddoum.
- Salé : regroupe les Clients dépendant des agences Bab Sebta, Tabriquet, Rahma, Laâayda , Bouknadel, Hay Essalam, Bettana, Mly Ismail , Kariat Oulad Moussa et Sala Al Jadida.

ARTICLE 5 - DEMARRAGE DES PRESTATIONS :

Le Prestataire doit démarrer la prestation à la date prescrite dans l'ordre de service.

Le Prestataire sera obligé d'exécuter des prestations avec diligence et sans retard.

ARTICLE 6 - PROCEDURE DE CONTROLE DES POINTS DE COMPTAGE :

Les équipes procéderont aux contrôles des points de comptage des Clients sous forme de visites inopinées sans coupure d'électricité.

L'exécution des prestations permettra aux agents de terrain d'identifier les fraudes, les anomalies et les manipulations des compteurs.

Le prestataire devra fournir à Redal un programme prévisionnel trimestriel de vérifications des branchements d'eau et d'électricité qui permettra un ratissage global de tout le périmètre de distribution de la gestion déléguée.

Toute proposition du Prestataire visant à apporter une plus-value ou à améliorer la qualité de l'intervention, sera prise en considération lors du jugement des offres.

Le Prestataire recherchera à travers la vérification métrologique (utilisation d'un compteur étalon électronique de haute précision, les éventuelles fraudes ou anomalies suite à des manipulations, qui bloquent le système de fonctionnement, ainsi que les anomalies pouvant affecter le rendement du réseau.

Le Prestataire relèvera systématiquement les caractéristiques du compteur posé, de même que les anomalies de nature à gêner ou à empêcher sa lecture ou son fonctionnement normal.

Il proposera dans son offre, la liste détaillée de ces caractéristiques et anomalies.

Les coffrets ou les tableaux de comptage des compteurs vérifiés seront marqués d'une indication visible à l'œil nu, à définir en commun accord avec Redal (Etiquette mentionnant la date de passage, N° de compteur, résultat du constat, etc.). Des fiches de contrôle fournies par le Prestataire (annexe) doivent être renseignées sur terrain par point de comptage et visées par le binôme du Prestataire et l'agent assermenté Redal. En cas de fraude, l'agent Redal établira un PV signé conjointement avec le client ou l'un de ses représentants, qui sera joint à la fiche de contrôle, et remettra au Client un avis sur l'irrégularité constatée. En cas de refus de signature, il sera procédé à la suspension des fournitures. A noter qu'en cas de nécessité de normalisation du branchement et installation du client (cas des dérivations et des picages), le prestataire sera tenu d'assurer le suivi dans les délais de rigueur (48h). En fin de journée, les fiches seront déposées chez le Responsable de la section « Détection et relevé des anomalies » au siège Redal.

En cas de fraude avérée, la fiche de contrôle devra être accompagnée obligatoirement de Photos précisant la date et l'heure du constat, ainsi que les mesures de charge côté compteur et côté réseau. Des photos du lieu de la fraude et des appareils branchés directement seront également jointes au dossier. Ces photos devront être remises impérativement au J+1, au responsable de la section « Détection et relevé des anomalies » au siège Redal.

Seul le technicien assermenté de Redal se chargera de tout contact avec le client ou son représentant, en cas de détection de fraudes ou anomalies, et établira un procès-verbal décrivant la constatation et les renseignements correspondants.

Le Prestataire communiquera à Redal toutes les observations et remarques utiles, pour des améliorations techniques et des procédés susceptibles d'impacter positivement le rendement.

Les deux parties débattront au cas par cas, des modalités d'application d'éventuelles innovations.

1 Prestation sur comptage :

L'équipe du prestataire procédera sans coupure à une visite inopinée chez le client pour procéder :

- A la localisation des départs (Tableau général BT, boîtes à colonnes...)
- A la prise simultanée amont / aval de mesures ampéremétriques sur le tronçon identifié entre distributeur principal et distributeur secondaire (départ et arrivée).
- Aux mesures amont / aval des intensités et des tensions de chacun des coupes circuits et distributeurs du branchement, ainsi qu'aux mesures des charges.
- A la vérification des anomalies constatables sur l'état général du compteur (vitre brisée ou décollée, borne brûlée, micro perçage à hauteur du disque, mauvaise verticalité,...)
- Au contrôle de l'intégrité et du serrage des vis d'excitation de tension, ainsi qu'à celui des fileries de liaisons (présence d'épissure...) ;
- Au constat de l'état de tous les scellés ;
- A la comparaison des mesures des intensités entre sortie compteur et distributeur de raccordement correspondant.

- 1.1- Pour un point de comptage donné, le Prestataire mesurera les courants électriques à l'aide d'une pince ampéremétrique avant compteur au niveau de la boîte de distribution ou du branchement, et après compteur au niveau des bornes de sortie, et ce pour détecter les dérivations encastrées dans le mur ou derrière le tableau compteur.

L'Agent du prestataire, pour sa sécurité, doit s'assurer du bon serrage des câbles avant d'effectuer les mesures qui doivent être faites avec rapidité.

- 1.2- Vérification visuelle de l'état externe du compteur avec relevé des anomalies ou manipulations constatées telles que :
- Compteur percé
 - Etat du cache borne
 - Etat du capot
 - Etat du plomb du cache bornes
 - Etat du plomb du capot ou de la coiffe
 - Etat de la vitre (cassée, brisée, décollée, voilée)
 - Position et fixation du compteur (mauvaise verticalité)
- 1.3- Vérification visuelle de l'état interne du compteur avec relevé des anomalies ou manipulations constatées telles que :
- Disque tordu
 - Disque bloqué
 - Disque dévié
 - Tourne à l'envers
 - Tourne à vide
 - Corps étrangers
 - Etat de l'aimant
 - Minuterie décalée
 - Etat des pignons et vis sans fin
 - Etat des câblages des bobines
 - Etat des bobines de tension
 - Etat des vis d'excitation
 - Etat des bornes du compteur
 - Intersion du branchement pour décompter
- 1.4- Mesure sur site de l'erreur de comptage avec un étalon portatif cl 0.02 (appareil certifié par un organisme agréé)
- Cet essai déterminera si la métrologie du compteur est bonne ou s'il faut le remplacer.
- 1.5- Relevé des données du compteur indiquées sur la fiche de contrôle (Annexe 3).
- 1.6- Pose des scellés, si le contrôle métrologique est correct, cette pose est assurée par l'agent Redal accompagnant l'équipe du prestataire.

2- Prestations sur boîte de distribution (ou coupure) et Branchement :

- 2.1- Vérification de la boîte de distribution du Client, au niveau de laquelle l'Agent du Prestataire doit :
- localiser et compter les différentes arrivées et les compteurs correspondants.
 - Etat des câbles et serrages
 - Etat des protections (fusibles).
- 2.2- Vérification de l'état du câble de branchement situé entre le réseau BTA et la boîte de distribution, et plus précisément, les phases à la terre et les dérivations avant compteurs.

3- Prestations sur disjoncteur :

3.1- Etat du disjoncteur

Signaler si :

- Différentiel ou non
- Etat de fonctionnement apparent

3.2 - Branchement correct

Vérifier le branchement et s'assurer du serrage du neutre.

3.3 - Calibre du disjoncteur

- Comparer le calibre du disjoncteur (Puissance appelée) au calibre souscrit (Puissance souscrite), avec Plombage du disjoncteur à l'ampérage correspondant à la Puissance souscrite
- 3.4 - Sécurité électrique : signaler les non conformités ou les dangers auxquels le Client pourrait être exposé
- signaler les éventuelles fraudes, manipulations et anomalies.

Cas particuliers (anomalies eau):

Le prestataire est convié dans le présent Appel d'offres de remonter toute fraude ou anomalie concernant le produit eau. Pour toute irrégularité avérée, le prestataire percevra une rémunération forfaitaire de 150 DH par dossier.

ARTICLE 7 - HABILITATION DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE :

Tous les contrôles et les vérifications des points de comptage cités plus haut, devront être assurés et réalisés par des Agents qualifiés techniquement.

Tous les Agents du Prestataire qui interviennent sur les branchements, les boîtes de distributions, les disjoncteurs et les compteurs, doivent être des Agents qualifiés techniquement et ayant l'habilitation de travailler sur les réseaux électriques BT. Ils doivent être formés sur le domaine de la réglementation NFC C18-510. Les conditions d'exécution des travaux sous tension BT (TST/BT), ainsi que les travaux sous tension sur les branchements BT. Ils doivent être attitrés des habilitations B2T, et doivent être en formation continue, assurée par le prestataire.

Le soumissionnaire fournira dans son dossier, la liste des habilitations et les CV du personnel à employer dans ces travaux.

ARTICLE 8 - SUIVI DU CONTRAT ET REPORTING :

De manière à faciliter le suivi, la gestion des Clients et le traitement commercial des anomalies, le Prestataire devra disposer à tout moment, de l'ensemble des données issues des fiches suiveuses sur support informatique. Ces données devront être fournies à la demande de Redal par messagerie électronique.

Les documents écrits et informatiques livrables par le Prestataire comprendront au minimum :

- Un reporting mensuel de chaque typologie de fraude détectée devra être transmis au Responsable du projet par messagerie électronique.
- Un état hebdomadaire et mensuel indiquant tous les sites contrôlés et visités par adresse et secteur, en mentionnant le CIL correspondant, N° de compteur, heure et date de la visite, type de branchement, calibre, activité du client, Index et le résultat du contrôle effectué.
- Un état hebdomadaire et mensuel récapitulatif des anomalies, fraudes relevées au cours des missions par équipe, en spécifiant le type de l'anomalie ainsi que la date et l'heure de la détection
- Une base de données récapitulative des actions effectuées, enrichies des données de retour de mission (et/ou de laboratoire).

ARTICLE 9 - VOLUMETRIE DE PRESTATION :

Le nombre de points de comptage à traiter au cours de cette prestation est estimé à des Quantités annuelles minimum de 3 000 et maximum de 50 000. Le prestataire mettra tous les moyens nécessaires afin de maintenir une cadence de vérification de 30 points de comptage étiquetés par journée ouvrable et par équipe.

Il est entendu que ces Quantités minimum et Maximum peuvent varier en plus ou en moins sans pour autant que le prestataire ne puisse renoncer à son contrat ou demander une quelconque indemnisation.

ARTICLE 10 - LANGUE ET DROIT APPLICABLE :

Dans les présentes conditions,

- La langue dans laquelle les documents contractuels doivent être rédigés est la langue française.
- Le droit applicable est celui en vigueur au Maroc

ARTICLE 11 - NORMES ET SPECIFICATIONS :

Les travaux effectués par le Prestataire devront être conformes aux normes en vigueur et en particulier à la NM 6.4.00.1, norme locale

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE CIVILE :

Le Prestataire déclare avoir souscrit les contrats d'assurances destinés à couvrir les risques qui peuvent découler de ses activités professionnelles et d'une manière générale de l'accomplissement des différentes tâches prévues dans le présent contrat.

Le Prestataire déclare avoir souscrit une assurance « responsabilité civile et professionnelle » couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux Clients du Contractant et aux tiers.

Le Prestataire est tenu de souscrire une assurance « accident du travail » couvrant les risques encourus par ses agents. En cas d'incident survenu à ses agents, le prestataire sera appelé à les prendre en charge, notamment en cas d'agression ou d'accidents, avec corps juridique et médical spécialement dédié au projet.

S'agissant essentiellement de travaux électriques, le Prestataire devra prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent et utiliser le matériel et l'outillage nécessaire pour se prémunir contre le danger électrique.

Etant ici précisé que le Prestataire devra produire à la demande du Contractant, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée des garanties souscrites.

En cas d'accident survenu au personnel du Prestataire, la responsabilité de Redal ne pourra, en aucun cas, être engagée ou mise en cause.

Dans l'éventualité où le comptage est situé dans un environnement à risques, la zone de travail sera délimitée et des protections seront installées par le Prestataire pour éviter tout risque.

ARTICLE 13 – TERMINOLOGIE :

Il est convenu que les termes employés auront les significations suivantes :

POINT DE COMPTAGE (PDC) : Ensemble des parties de canalisations, des appareils de raccordement (boîtes distributions), de mesure (compteurs) et de protection (disjoncteur) compris entre le réseau et l'installation intérieure du Client.

INSTALLATION INTERIEURE : Ensemble des canalisations et appareils placés chez le Client, situés en aval du disjoncteur.

BOÎTE DE COUPURE : Appareillage de protection situé à l'origine d'une canalisation collective.

DISJONCTEUR : Appareillage de protection réglable placé après compteur sur une dérivation individuelle.

ARTICLE 14 - LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL :

L'horaire normal adopté est l'horaire continu selon la saisonnalité, de 09h00 à 17 h00 pour les équipes du jour et de 14 h 00 à 23 h 00 pour les équipes du soir, et ce du lundi au vendredi. Pour les samedis, l'horaire de travail des équipes est de 19 h 00 à 24 h 00, par roulement de 5 équipes, sauf en cas de besoin, où toutes les équipes seront mobilisées. La répartition des équipes selon les horaires précitées, se fera selon un planning quotidien communiqué préalablement.

ARTICLE 15 – REMUNERATION DE LA PRESTATION :

Pour le chiffrage de la présente prestation, le soumissionnaire définira un coefficient multiplicateur à la grille définie ci-après. L’assiette servant de base pour le calcul de la rémunération correspond au montant HT des volumes de consommations en KWh engendrés par les fraudes ou anomalies détectées par le prestataire, facturés avec le tarif correspondant à l’usage constaté lors de la vérification, et selon les tranches en vigueur.

Montant HT kWh redressés (M)	Taux Rémunération (R)	Coefficient Multiplicateur ©	Taux de Rémunération Net
0 - 10 000 DHS	40%	C	C*R*M
10 001 - 20 000	35%		
20 001 - 50 000	30%		
50 001 - 100 000	25%		
100 001 et plus	20%		

NB1 : Les montants des pénalités des fraudes et des redevances, sont exclus du calcul du pourcentage de la rémunération.

ARTICLE 16– PENALITES:

Toute fraude ou anomalie signalée à tort par le prestataire, il lui sera appliqué une pénalité égale au moins 2 fois le montant HT facturé injustement au client. En cas du non facturation de celle-ci, une pénalité par dossier, sera appliquée au prestataire, à hauteur de DH 1 000 pour toute fraude non avérée.

Toute tentative avérée de demande de pourboire en contrepartie d’un service, d’une information ou de non déclaration d’anomalie ou d’une fraude, et en général toute attitude des agents du prestataire, de nature à porter atteinte à la notoriété de Redal et à son image, exposera le Prestataire aux pénalités suivantes : 2% (par dossier) du montant global HT facturé durant le mois considéré. Aussi, Redal n’acceptera plus lesdits agents parmi les équipes assurant cette prestation.

En cas d’absence de l’une des équipes, ou de plusieurs, le prestataire sera appelé à remplacer immédiatement et sans émettre aucune réserve, l’équipe (ou les équipes) absente. En cas du non remplacement, une pénalité de 1000,00 DH/équipe/jour, sera appliquée au prestataire.

Toute déficience ou défectuosité de matériel de sécurité et de l’outillage, ou de leur non-conformité, chez l’une ou l’ensemble des équipes du prestataire, exposera le prestataire à une pénalité équivalente à 10% du montant de la rémunération de la prestation du mois considéré.

NB2 : Tout dossier litigieux, ou faisant l’objet de réclamation, et ayant été redressé ou annulé au profit des clients, il sera déduit de la rémunération du prestataire, le montant généré par le redressement, et ce conformément à la nouvelle facturation ou à l’annulation du dossier.

NB3 : Tout dossier litigieux qui faisant l’objet de requêtes introductives ou d’expertises par les clients, diligentées par les différents tribunaux Marocains, **Redal** exigerait en cas de besoin ou de nécessité, la présence effective de l’agent ou des agents du prestataire ayant été présents lors des constats, à assister auxdites expertises ou à comparaître devant le juge.

ARTICLE 17 ATTACHEMENT ET FACTURE :

Le Prestataire établira ses factures sur **la base du nombre de fraudes ou anomalies qu'il aura recensées, déclarées et facturées**. Un attachement sera délivré par le représentant de Redal, Responsable du contrôle et de la surveillance du Projet dans ce sens.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE REGLEMENT :

Les paiements s'opéreront à 30 jours fin de mois suivant date de réception des factures.

- ✓ Aucun acompte ne sera versé au Prestataire
- ✓ Aucune avance forfaitaire ne sera versée au Prestataire

Lu et approuvé par le soumissionnaire

Cachet et signature du soumissionnaire

Le Directeur des Achats

Adil HAMDAN

ANNEXE 1



FICHE DE SITUATION JOURNALIERE

DATE

Heurs de Départ.....

Heurs
d'arrivé.....

F/I
NOM ET
ML.....

EQUIPE

Ville/
Zone.....

Visa de l'Agent:

CIL	N° PV	N° Secteur	N° D'imb	N°Apt	Produit	N° Compteur	index	Heurs de passage	type de fraude	Observation



FICHE DE SITUATION MENSUELLE

DATE	NB DE CIL	NB CC	NB DE Fraude Direct	NB DE Fraude sur Compteur	NB de compteurs	NB Brûle	NB en Défaut	NB Bloque non manipule	NB Tourne l'envers	NB Casse

ANNEXE 2

MATERIELS ET OUTILLAGE

Ci-dessous le minimum nécessaire par équipe et par VL

- 1 Pince multimètre numérique par équipe, conformité aux normes IEC 1010-1 Cat III 600 V
- 1 Appareil photo numérique par équipe
- 1 MEP (Matériel d'Etalonnage Portable) avec étalon statique TVH 1.3 classe précision 0,1 + Calculateur d'erreur TVK 4 + boîte de débit TTL 2 pour injection de puissance virtuelle) ou similaires.
- 1 Compteur étalon par équipe statique monophasé/triphasé SIEMENS classe précision 0,2 ou similaire.
- 1 Détecteur de tension par équipe
- 1 Pince universelle VSE à 1000 volts par équipe
- 1 Pince coupante VSE à 1000 volts par équipe
- 1 Tournevis PM et GM VSE à 1000 volts par équipe
- 1 Clé triple usage pour l'ouverture des boîtes et coffrets par équipe
- 1 torche par équipe
- 1 échelle par VL
- 1 scie à métaux, isolée
- 1 pince à plomber par équipe
- EPI par Agent
- Tapis isolant
- 8 bouchons d'isolement des phases
- 1 extincteur d'incendie par voiture
- Retardateur de feu par agent